



La crise du Covid-19

des difficultés redoublées

Parmi les familles qui attendaient de connaître le plan de déconfinement, il y a Roza et Qemal et leurs trois enfants, à Tours.

Venu d'Albanie il y a trois ans, le couple subit de plein fouet les effets du confinement qui a brutalement mis à l'arrêt leurs projets.

Soutenus par les associations, ils ne peuvent bénéficier des aides exceptionnelles du gouvernement pour les familles les plus modestes.

Précaires et confinés

— Si le confinement pèse à tout le monde, dans les familles précaires, l'enfermement doit se conjuguer avec les difficultés matérielles.

— À Tours, Roza et Qemal et leurs trois enfants, arrivés d'Albanie il y a trois ans, racontent un quotidien où l'enfermement se double d'obstacles à surmonter.

Tours (Indre-et-Loire)
De notre envoyée spéciale

Ce jour-là, la petite Anaïs, 1 an tout juste, se lève toute ronchon de sa sieste, les deux mains dans la bouche. Une dent l'a tenue en éveil toute la nuit. Et ses parents, avec qui elle partage son sommeil, aussi du coup.

La petite passe alors des genoux de sa mère, Roza, qui la berce et lui embrasse les cheveux, aux paumes tendues de son père Qemal, qui la fait rire en lui chatouillant le ventre. Arion, 14 ans, lui donne un jouet, Ariola, 12 ans, lui apporte une compote. Gros succès : la dent douloureuse est

oubliée. Et la petite en body, bien campée sur ses deux jambes potelées, ne songe plus qu'à déambuler les yeux brillants dans le salon, de la mère au frère et du père à la sœur. Une fierté toute nouvelle : Anaïs a fait ses premiers pas le 22 mars, le jour même de son premier anniversaire. Et quelques jours après l'annonce du confinement.

C'est là, dans ce petit salon salle à manger, que la famille R., serrée sur le canapé en skaï marron en face de la télévision, a appris le confinement. Le 12 mars, Emmanuel Macron annonce la fermeture des établissements scolaires. Le 16 mars, il enfonce le clou en imposant le confinement obligatoire, sans prononcer le mot, à compter du 17 mars à midi. Consternation dans le salon. « Les enfants ont commencé à pleurer », se souvient Roza. C'est que le confinement saisit la famille R. en plein envol. Alors que tous leurs efforts d'intégration commençaient à payer. « Les enfants avaient changé de collège en septembre et commençaient à se faire des copains, moi je venais de signer pour mon premier emploi en France, et mon mari avait commencé sur un chantier », résume la mère de famille.

Dans le salon salle à manger de l'appartement HLM du quartier Sanitas de Tours, attablés autour de la table ronde recouverte d'une nappe brodée, Roza, fine silhouette soucieuse, et Qemal, aux traits plus ronds et joviaux, expliquent la situation. Il y a trois ans, les R. ont dû quitter leur vie à Tirana, en Albanie, à la suite

d'une « histoire compliquée », sur laquelle les parents ne souhaitent pas s'attarder. Qemal opte alors pour la France, où la famille arrive en mai 2017, d'abord à Orléans (Loiret), puis à Tours (Indre-et-Loire). L'asile, rarement accordé aux Albanais, leur est refusé.

Commence alors un long et solide compagnonnage entre la famille R. et les associations locales, notamment le Secours catholique, les Restos du cœur et Emmaüs. « Nous avons connu les R. quand ils étaient au centre d'accueil de demandeurs d'asile de Joué-lès-Tours », se souvient Marie-Hélène, bénévole au Secours catholique. Ce sont des gens qu'on a envie d'aider car on a tout de suite senti qu'ils allaient faire les efforts nécessaires pour construire leur vie ici. » Les enfants sont scolarisés,

« Puis le confinement est arrivé et tout s'est arrêté », explique Qemal dans un geste d'impuissance. La crèche, où Roza avait démarré son travail depuis une semaine, est fermée, le chantier est stoppé, laissant les R. dans l'incertitude quant à leurs revenus.

Durant l'épidémie de coronavirus, les Restos du cœur continuent leur activité auprès des plus démunis. Masha Mosconi/Hans Lucas



d'abord en classe d'accueil, puis en classe ordinaire, et les adultes apprennent le français. Qemal devient compagnon à Emmaüs Touraine, ce qui lui permet d'accéder à un petit pécule, et à un statut qui favorise la régularisation.

En mai 2017, peu après la naissance d'Anaïs, les R. obtiennent un titre de séjour « vie privée vie familiale » qui les autorise à travailler. Enfin, l'association tourangelles Emmaüs Cent pour Un, qui paie le loyer et donne une somme de 300 € mensuels par foyer qu'elle accompagne, installe les R. dans un F4 au sud de Tours. Les enfants changent de collège et les parents peuvent alors commencer à chercher du travail.

Début 2020, ce patient travail porte ses fruits. Qemal s'établit comme autoentrepreneur et commence en février à faire de la peinture et de la rénovation sur un chantier. Roza commence début mars un CDD de trois mois en tant qu'agent d'accueil dans une

crèche du centre-ville, qui peut-être peut déboucher sur un CDI. Anaïs est gardée dans une crèche voisine de l'appartement.

« Puis le confinement est arrivé, et tout s'est arrêté », explique Qemal dans un geste d'impuissance. La crèche, où Roza avait démarré son travail depuis une semaine, est fermée, le chantier est stoppé, laissant les R. dans l'incertitude quant à leurs revenus. « Mon mari ne sera payé qu'à la fin du chantier mais on ne sait pas quand ça va reprendre, et moi je ne sais pas si mon contrat s'arrête ou pas », confie Roza au téléphone fin mars.

Les R., qui ne touche pas le RSA, accessible seulement aux réfugiés ou aux étrangers non communautaires qui ont déjà résidé cinq ans en France, se retrouvent alors dans une situation très compliquée. Ils s'inquiètent d'abord pour leur titre de séjour, qui était en cours de renouvellement. « L'an dernier, cela nous a coûté 1 450 €, si c'est la même ●●●





«... somme cette année, je sais pas comment on va payer», explique Qemal. La Caisse d'allocations familiales menace d'ailleurs dans un premier temps de suspendre, faute de carte de séjour, les 530 € d'allocations familiales, avant de les rétablir, suite à des courriers.

Les R. avaient déjà renoncé, en février, avant le confinement, aux 300 € de pécule que leur versait Cent pour Un, car «il faut que ça profite à d'autres familles», explique Qemal. Ils savent aussi que le contrat moral qui les lie à l'association Cent pour Un stipule qu'à partir du moment où ils ont du travail, ils doivent assumer le paiement des charges de l'appartement, puis du loyer, soit 620 €, en comptant l'électricité. Ce transfert, qui doit s'accompagner d'une demande d'allocation logement, était prévu pour avril. Et puis, il faut nourrir ces deux adolescents en pleine croissance qui ne vont plus à la cantine scolaire, aux tarifs modiques, et «veulent manger tout le temps».

Il faut nourrir ces deux adolescents en pleine croissance qui ne vont plus à la cantine scolaire, aux tarifs modiques, et «veulent manger tout le temps».

Bref, la fin du mois de mars est difficile. Pour aider, le Secours catholique donne un chèque de 50 € et les Restos du cœur un colis avec de la nourriture et des produits d'hygiène. Qemal remercie comme il peut, en devenant bénévole, deux à trois fois par semaine, pour le compte de l'association tourangelle La Table de Jeanne-Marie, qui, en cette période de confinement, lui demande d'apporter des denrées alimentaires

aux personnes vulnérables. Roza compose comme elle peut des repas qui calment les estomacs. Et passe aux couches lavables pour Anaïs.

Heureusement, fin mars, bonne nouvelle : la famille R. constate que la crèche, où Roza venait de signer son contrat de travail juste avant le confinement, lui a versé son salaire, soit presque 1 000 €. Heureusement car les R. constatent qu'ils ne sont pas éligibles aux différentes aides mises en place pour les plus démunis par le gouvernement. L'aide exceptionnelle annoncée le 13 avril par Emmanuel Macron (*lire les repères*) ne les concerne pas car ils ne perçoivent ni le RSA, ni l'ASS (l'allocation de solidarité spécifique), ni les allocations logement. Et la prime de 1 500 € versée aux indépendants ne peut pas être versée à Qemal, car il a créé sa microentreprise après le 1^{er} février. Mais qu'importent les aides, du moment que le frigo n'est plus

repères

Les mesures pour les plus fragiles

Des hébergements. Plus de 10 800 places d'hôtel supplémentaires, qui s'ajoutent aux 157 000 places d'hébergement déjà financées par l'État, sont désormais mobilisées pour les sans-abri pendant l'épidémie de coronavirus. Par ailleurs 95 sites de 3 500 places sont dédiés à l'hébergement des SDF malades du Covid-19 mais ne nécessitant pas d'hospitalisation.

Une aide alimentaire. Le gouvernement a débloqué

le 23 avril une enveloppe de 39 millions d'euros pour soutenir les associations réalisant des repas et financer des «chèques d'urgence alimentaire» de 105 € par foyer dans les territoires en difficulté.

Une aide financière. L'aide exceptionnelle aux plus démunis annoncée le 13 avril par Emmanuel Macron sera versée le 15 mai. Elle atteindra 150 € par ménage, plus un bonus de 100 € par enfant pour les allocataires du RSA et de l'ASS. Pour les familles bénéficiaires des aides au logement, elle se montera à 100 € par enfant. L'aide aux étudiants annoncée le même jour le 13 avril reste à préciser.

vide : «J'ai pu faire des courses à Carrefour», se félicite Roza.

Une fois les soucis matériels un peu levés, la vie confinée peut reprendre son cours. Avec ses hauts et ses bas. «C'est un peu difficile pour les enfants», glisse Roza. La scolarisation des deux grands notamment est un sujet constant de préoccupation pour la mère de famille. Passé un moment de flottement, les deux collégiens reçoivent quotidiennement des cours et des devoirs à faire sur l'ENT, l'espace numérique de travail de l'éducation nationale. Pas facile quand l'ordinateur familial, bien fatigué, ne permet pas, la plupart du temps, la connexion. Arion et Ariola se débrouillent donc comme ils le peuvent avec le portable des parents. Ce qui limite les possibilités. «Je ne peux les aider, il y a la barrière de la langue et puis c'est pas la même façon d'apprendre qu'en Albanie», regrette Roza.

Mais dans la famille R., on respecte le confinement à la lettre. Seul Qemal sort, pour faire les courses ou se rendre à ses activités bénévoles. Le reste de la famille ne s'autorise guère plus qu'un tour de parking autour de l'immeuble, de temps en temps pour dégourdir Anaïs qui sait très bien aller chercher son manteau pour indiquer son impatience. Déjà, en temps normal, Roza surveille les fréquentations de ses deux grands. Alors, en ces temps de confinement, «je ne les laisse pas sortir», assure la mère de famille, qui craint les sollicitations des dealers de drogue du quartier.

Les deux adolescents traînent donc leur ennui devant les écrans, sous l'œil vigilant de Roza, qui se méfie des jeux vidéo. Arion a vite renoncé à faire du sport dans l'appartement. Ariola, elle, se délecte des tutos de maquillage et de coiffure, quand elle peut s'emparer du portable de sa mère. Elle apprécie aussi de regarder *Élite*, une série télévisée où trois ados de la classe ouvrière se retrouvent dans une école privée très élitiste.

La famille, habituée à une vie sans trop de sorties, faute d'argent, passe surtout beaucoup de temps ensemble. On joue avec Anaïs, on fait des jeux de société, on répond ensemble aux questions posées par l'animateur du jeu télévisé Slam.

Dans la famille R., on respecte le confinement à la lettre. Seul Qemal sort, pour faire les courses ou se rendre à ses activités bénévoles. Le reste de la famille ne s'autorise guère plus qu'un tour de parking autour de l'immeuble.

Mais, parfois, tout de même, l'enfermement dans le F4 devient irrespirable. Si en mars, Roza estimait que le confinement se passait bien, en avril, elle concède un ras-le-bol, notamment quand la famille apprend qu'il est prolongé jusqu'au 11 mai. «On s'énerve pour des choses qui n'en valent pas la peine, une cuillère de sucre en trop, une chose mal rangée», raconte-t-elle en souriant.

Dans la famille R., la question de la reprise du travail pour les adultes et de l'école pour les enfants ne fait donc pas débat : ce sera le plus vite possible. «Les enfants ont besoin d'aller à l'école et nous on doit aller travailler. On attend juste de savoir quand.» Sur la table de la salle à manger, un petit vase abrite deux boutons de rose que Qemal a ramassés à sa femme. «Quand celle-ci sera ouverte, parie-t-il, en montrant une fleur rose orangé, j'espère qu'on pourra sortir.»

Nathalie Birchém